

# "Distinguer entre les bons et les mauvais coups d'Etat"

*Si le renversement de Ould Taya par la junte militaire, avait été condamné (de principe) par l'Union africaine dès les premières heures, aujourd'hui au sein de cette organisation régionale, on distingue le bon des mauvais coups d'Etat et celui qui s'est déroulé le 3 août, paraît juste. Mieux la chute du dictateur semble obtenir une validation dictée par la raison. Mais toujours est-il qu'on s'interroge sur les conséquences de la position de l'UA, dès l'instant où ce coup d'Etat pourrait servir d'exemple et devenir ainsi, redoutent certains, "le manuel du putschiste" africain.*

L'éviction de l'ancien régime autoritaire installé l'UA dans un dilemme parce qu'il faut rappeler qu'elle s'était engagée à ne plus tolérer aucun coup d'Etat sur le conti-

nent. Mais les milieux diplomatiques occidentaux ont apparemment accordé le bénéfice du doute aux nouvelles autorités qui ont réussi leur action sans mort d'homme et, surtout, affiché sans ambages leurs ambitions positives, notamment le retour de la démocratie avant la fin 2006. John Stremiau, chef du département d'Etudes internationales à l'université Witwatersrand de Johannesburg (en Afrique du Sud) a déclaré dans cette circonstance que "dans ce cas précis, je fais sans hésiter une distinction entre les bons coups d'Etat et les mauvais". Il a renchéri pour dire "qu'il y avait un gouvernement autoritaire au pouvoir depuis bien trop longtemps". Le changement a été bien accueilli, eut égard aux scènes de liesse observées dans les rues de Nouakchott. De son côté, Bolaji Akinyemi, ancien ministre nigérian des Affaires étrangères, accepte qu'il peut y avoir des cas particuliers. "Un régime civil qui dépasse son mandat, truque les élections ou n'en organise pas, devrait être traité

de la même façon qu'un régime militaire auteur d'un coup d'Etat", dit-il, avant d'ajouter que "face à la réalité des dictateurs civils, je pense que l'UA a reconnu que la tolérance zéro envers les coups d'Etat ne convient pas à toutes les situations". Notons qu'aussitôt après le putsch, l'UA a publié un communiqué dans lequel elle réaffirme son rejet total de "tout changement non démocratique de gouvernement". Toutefois,

***"Un régime civil qui dépasse son mandat, truque les élections ou n'en organise pas, devrait être traité de la même façon qu'un régime militaire auteur d'un coup d'Etat"***

elle s'est gardée d'exiger le rétablissement de Taya dans ses fonctions. Puis cette organisation régionale a dépêché à Nouakchott une délégation pour s'enquérir auprès de la junte au pouvoir des conditions de mise en œuvre de la période de transition devant conduire au retour à la vie

constitutionnelle.

Par ailleurs, dans les milieux des analystes, les positions sont divergentes, car pendant que certains voient du bon œil le départ de Ould Taya du pouvoir, d'autres estiment que faire une exception à la règle d'airain refusant tout changement inconstitutionnel risque de donner des idées à des putschistes en puissance. C'est le cas de Patrick Smith, rédacteur en chef de la revue d'Africa Confidential basée à Londres,

qui pense que le pragmatisme politique a pris le pas sur l'interdiction des coups d'Etat édictée par l'UA. Mais, si Taya faisait figure de dictateur, comment a-t-il pu siéger à l'UA durant toutes ces années, en tant que chef constitutionnel de la Mauritanie ?

A cette question, l'universitaire John Stremiau répond que si l'UA se mettait à vérifier de trop près le caractère constitutionnel de tous les régimes du continent, elle risquerait d'ouvrir la boîte de Pandore. "Il me semble que l'on ne peut bouleverser trop vite l'or-

dre souverain en Afrique. En Mauritanie, les options sont limitées pour l'UA", avoue-t-il. Le même de dire que maintenant, pour le cas mauritanien, l'Union africaine ne peut que fixer des critères pour un passage rapide d'un régime militaire à celui démocratique. Patrick Smith, lui, craint que le cas de la Mauritanie puisse se transformer en "nouveau manuel du putschiste". Etayant son idée, il s'est voulu clair dans sa parade rhétorique : "si vous voulez prendre le pouvoir, assurez-vous que le régime est vraiment honni et qu'il compromet fondamentalement les intérêts stratégiques de l'Occident. Ensuite vous faites votre coup d'Etat, vous vous efforcez de recueillir le soutien populaire et l'UA cède". Quant à la question de savoir d'éventuels candidats à de "bons coups d'Etat" sur le continent, les deux hommes, Patrick Smith et John Stremiau, d'indiquer, unanimement, que le président zimbabwéen, Robert Mugabe est en tête de liste. Un averti pour les chefs d'Etat qui s'abritent derrière une démocratie de façade !